

MENOUER Mustapha
Enseignant à la faculté de droit d'Oran

Droit de la Concurrence

COLLECTION
Droit pratique

BERTI
éditions

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

Généralités	1
§1. Le fondement du droit de la concurrence	2
§2. Les caractéristiques du droit de la concurrence	4
§3. Le droit algérien de la concurrence.....	8
§4. Méthodologie	9

TITRE 1 LE PRINCIPE FONDAMENTAL DE L'ECONOMIE DE MARCHE

LA LIBERTE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	13
INTRODUCTION	13
- Au Maghreb	14
- En Europe	15

CHAPITRE 1 La liberté du commerce et de l'industrie en france

Section 1- Difficultés de définition de la L.C.I. : Contenu et valeur juridique du principe	19
§1. Contenu du principe	19
1. La liberté, tout d'abord	19
2. Liberté du commerce et de l'industrie ou liberté d'entreprendre?	20
a) La liberté d'entreprise	22
b) La liberté de concurrence	23
§2.Valeur juridique de la L.C.I.	24
Section 2. Les effets du principe et sa portée	25
§1.Les limitations de l'intervention de l'Etat en économie de marché ou son caractère subsidiaire	26

§2. La limitation de l'initiative privée par l'Etat, une liberté reconnue mais restreinte	29
A. Les limitations pour des raisons d'ordre public économique ..	29
1. La notion d'Ordre Public économique œuvre de la doctrine ..	29
2. La notion d'Ordre public économique œuvre de la jurisprudence.....	30
B) Les limitations dues à des raisons d'intérêt public	31
C) Les limitations dues aux frontières du service public, œuvre du Conseil constitutionnel.....	32

CHAPITRE 2

La liberté du commerce et de l'industrie en Algérie	35
---	----

Section 1 : Première période : 1962-1988 Négation de la L.C.I. 35

§1. Subsistance formelle de la L.C.I.	35
A. La prorogation du principe par la loi du 31/12/1962	35
B. Le contrôle de l'investissement privé	36
§2. Abrogation de la L.C.I. et consécration du régime socialiste	37

Section 2- SECONDE PÉRIODE (1988-1996) Instauration et consécration du régime de la l.c.i..... 37

§1. Les conditions d'instauration du régime de la liberté du commerce et de l'industrie	38
A. L'abrogation de l'agrément préalable obligatoire	38
B. La rupture normative : la constitution de 1989	38
§2. Le contenu du régime de liberté	39
A. La liberté du commerce	39
1) La liberté du commerce intérieur	39
a) Les conditions nécessaires ou préalables à l'exercice de l'activité commerciale	39
b) Le principe de la liberté des prix.....	41
c) Les exceptions au principe de la liberté des prix : la fixation par l'Etat	43
2) La liberté du commerce extérieur	47
a) Le principe de liberté du commerce extérieur.....	48
b) Les restrictions au principe	48
B) La Liberté d'investissement	51
1) Le principe de la liberté d'investissement	51
i. Le régime juridique de déclaration des investissements ..	51
ii. Les effets du régime juridique de déclaration des investissements	52
2) Les restrictions à la liberté d'investir	54
i. Les restrictions des professions réglementées	54
ii. Les restrictions pour protéger l'environnement	54
C) La liberté de circulation (relative) des capitaux	55

§3. La consécration constitutionnelle de la L.C.I. en 1996	57
Section 3-Troisième période : le retour de l'Etat, une liberté sous contrôle	58
§1. Les causes du retour au contrôle de l'Etat	58
§2. Le contenu des mesures restrictives de la L.C.I.....	58
A. Les restrictions à la liberté d'importation ou du commerce extérieur	60
B. Les restrictions à la liberté d'investir	62
1) les restrictions au niveau du démarrage de l'investissement	62
2) Les restrictions au niveau de l'exploitation	63
§3. Observations sur la portée et l'applicabilité de ces nouvelles dispositions	65
CONCLUSION DU TITRE 1.....	65
TITRE 2	67
LES ABUS DE LA LIBERTE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	
CHAPITRE 1	69
La concurrence déloyale	69
INTRODUCTION	69
§ 1- Champ d'application de la loi 04-02 du 23 juin 2004 fixant les règles applicables aux pratiques commerciales	73
§2- Définition des pratiques commerciales déloyales	75
A. Typologie des pratiques déloyales	76
1. Le dénigrement.....	76
2. L'imitation.....	76
3. L'exploitation d'un savoir-faire technique ou commercial sans l'autorisation de son titulaire	77
4. La «désorganisation du concurrent»	77
5. La désorganisation générale du marché	79
6. Le «parasitisme».....	81
B. La publicité trompeuse	81
§3-Le contrôle des pratiques déloyales.....	81
A. La procédure de constat	81
1. Les agents habilités à constater les infractions et leurs pouvoirs	82
a) La multiplicité des agents	82
b) Les pouvoirs des agents	82
c) La protection des agents	83

2. Les procès-verbaux de constat	84
B. Les sanctions et mesures conservatoires	85
1) Les sanctions	85
a) Les sanctions pécuniaires	85
b) Les sanctions matérielles	86
2) Les mesures conservatoires	86
§4- l'action judiciaire en concurrence déloyale	87
A. Les juridictions compétentes	88
B. Les fondements de l'action en concurrence déloyale	88
1) La faute	88
2) Le préjudice	89
3) Le lien de causalité	89
C. Les sanctions	90
1) La cessation de la pratique déloyale	90
2) La réparation du préjudice	90
	91

CHAPITRE 2

Les pratiques anticoncurrencielles

INTRODUCTION	93
SECTION 1 : Champ d'application de l'ordonnance 03-03 relative à la concurrence (article 2) modifiée par la loi 08-12 du 25 juin 2008.	93
§ 1 – La délimitation ratione materiae du champ d'application du droit de la concurrence	95
A. Les activités économiques et l'entreprise.....	96
B. L'exclusion des activités non économiques, (sociales et culturelles) ou de puissance publique	96
1- L'exclusion des activités sociales	97
2- L'exclusion des activités culturelles des activités économiques	97
	98
§2- La délimitation ratione personae du champ d'application du droit de la concurrence	98
A. Le principe d'égale application du droit de la concurrence à toutes les personnes.....	99
1) La jurisprudence française du conseil d'Etat	100
2) En Algérie	101
B- La rupture de l'égalité par l'entrée sur le marché des personnes publiques chargées d'une mission de service public et exerçant des prérogatives de puissance publique.	103
1. Le principe : l'autolimitation de l'Etat au service public : le hors marché.	104
a) L'interdiction faite aux services publics de fausser la concurrence	104
i. En droit français et européen	104

ii. En droit algérien	105
iii. En droit américain	105
b) L'intervention des personnes publiques afin d'assurer une mission de service public.....	108
i. Le service public	108
ii. Les moyens : les prérogatives de puissance publique.....	110
2) L'exception : l'intervention de l'Etat sur le marché.....	111
§3- La délimitation du marché pertinent.....	111
A. Le marché des produits (et ses méthodes d'analyse)	113
B. Le marché géographique	115
SECTION 2 : Typologie des pratiques anticoncurrentielles	117
Sous-section 1 : Les accords et pratiques interdites.....	118
§ 1 - Les ententes	118
A. Les formes des ententes	119
B. Les effets des ententes	120
1) Les entraves à l'entrée sur le marché	120
2) Les entraves à la production et au développement	121
3) Le partage des marchés ou des sources d'approvisionnement	121
4) L'action sur les prix	121
5) Les pratiques discriminatoires	124
6) Les contrats conditionnels	124
7) L'octroi des marchés publics.....	124
§2 -Les abus de domination	125
A. L'abus de position dominante	125
1) La position dominante	125
2) L'abus.....	126
B. L'abus de dépendance économique.....	128
1) Définition de la dépendance économique	128
2) L'exploitation abusive	128
§3- Le contrat d'exclusivité	129
§4- La vente à prix abusivement bas.....	130
§5- Les concentrations de nature à porter atteinte à la concurrence..	131
Sous section 2 : Les exemptions à l'interdiction des pratiques anticoncurrentielles	133
§1- Les exemptions résultant d'un texte légal ou réglementaire	133
§2- Les exemptions résultant d'une autorisation du Conseil de la concurrence	133
SECTION 3 : Les sanctions des PAC	135
§1- Nature des sanctions	135

A. Les mesures conservatoires	135
1-Les injonctions	136
2-Les mesures provisoires	136
B. Les sanctions définitives	137
§2- Procédure	139
SECTION 4 : Les méthodes d'analyse du droit de la concurrence .	142
SECTION 5 : Les autorités de contrôle et de régulation de la concurrence	143
§1. Le conseil de la concurrence	143
INTRODUCTION	143
A. Le Conseil de la concurrence en tant qu' autorité administrative indépendante	146
1. Composition du conseil et mode de désignation	147
a) Composition	147
b) Mode de désignation et durée du mandat	149
B. Le Conseil en tant qu'instance juridictionnelle	150
C. Le Conseil et la fonction normative	152
1. Les attributions consultatives dans l'élaboration des normes.....	152
2) Les attributions de contrôle d'application des textes	153
§2. Les autorités sectorielles, ou autorités administratives indépendantes.....	154
INTRODUCTION	154
• Origine et nature des A.A.I.....	154
• Le but des A.A.I. la régulation	155
A. Les principes de base du régime juridique d'ouverture à la concurrence des PTT.....	156
1) La privatisation des activités	157
2) La conciliation de la concurrence et de l'intérêt général	158
B. La forme du nouveau régime et l'organisation de l'ARPT	158
C. Le contentieux et les méthodes d'analyse utilisées.....	158
BIBLIOGRAPHIE.....	163
1- OUVRAGES, TRAITÉS, REVUES :	163
2 - AUTRES DOCUMENTS.....	167